

**Après une journée historique, NON le SNUipp-FSU n'est pas satisfait.
Le SNUipp-FSU exige des mesures sanitaires et des moyens immédiats
et une réelle revalorisation des salaires.**

Ce 13 janvier 2022, la mobilisation a été d'une ampleur inédite dans l'éducation nationale. Enseignant-es, AESH, AED, infirmières scolaires, CPE, L'ensemble des personnels est venu exprimer son RAS-LE-BOL et sa COLÈRE dans les cortèges. 15 000 manifestant-es à Paris. Dans le primaire, le SNUipp-FSU 93 a comptabilisé 80 % de grévistes, plus de 250 écoles fermées.

Nous n'avons pas fait grève contre un virus, mais contre le ministre, ses méthodes brutales et ses annonces, contradictoires, inadaptées et totalement hors-sol. Nous avons fait grève POUR des postes et des moyens, un protocole sanitaire gérable et protecteur, du respect pour l'École et ses personnels.

Notre quotidien depuis près de 2 ans se heurte à un virus qui perturbe nos libertés individuelles et collectives, impacte nos conditions de travail et les conditions d'apprentissages des élèves. Où sont les protections pour les personnels ? Où sont les masques ? Où sont les capteurs de CO2, les purificateurs d'air ? Où sont les mises aux normes de nos lieux de travail ? Où sont les moyens de remplacements ? Où sont les revalorisations de nos métiers, la prise en compte des AESH ?

En réalité, l'École est perturbée depuis plus de 5 ans déjà par un autre virus, plus dangereux encore : la politique néolibérale d'un Ministre qui n'a de cesse de prendre des décisions menant à la destruction méthodique du service public de l'Éducation Nationale.

La crise sanitaire est le révélateur, qui met en lumière les difficultés et le manque de moyens récurrents dans l'Éducation. Il est temps de donner réellement la priorité à l'École !

Hier, 13 janvier, la profession a démontré sa force collective. C'est cette mobilisation historique qui a permis de (re)mettre l'École et les enseignants à l'agenda, forcé le gouvernement à réagir, et pousser le premier ministre lui-même à présider une réunion au Ministère de l'Éducation. C'est inédit et cela doit être interprété comme la reconnaissance de l'importance du mouvement.

Mais il ne faut pas s'arrêter là. Les annonces ministérielles sont largement insuffisantes, et dérisoires au regard de l'exaspération, des attentes et des besoins qui s'expriment sur le terrain. La pagaille du protocole continue et le quotidien est toujours aussi compliqué. Le ministre propose quelques rustines qui ne suffiront pas à réparer ce qu'il détruit depuis 5 ans.

Oui, syndicalement, collectivement, nous avons fait bouger quelques lignes, mais nous sommes encore loin du compte. Tou.tes ensemble, maintenons la pression, qu'on ne s'y trompe pas : la grève d'hier ne traduisait pas seulement une colère contre les protocoles, elle a exprimé une révolte bien plus profonde.

La question des moyens, et des salaires, reste entière. Alors que la préparation de la rentrée 2022 va s'amorcer, avec la tenue prochaine, des instances « carte scolaire », exigeons des moyens pour l'année prochaine: baisse des effectifs dans toutes les classes, moratoire sur les fermetures, augmentation des places aux concours, revalorisation salariale de tous les personnels, dégel du point d'indice... Un collectif budgétaire et un plan d'urgence pour l'École restent indispensables.

Nous avons fait bouger un peu le gouvernement, nous devons continuer !

Le SNUipp-FSU continuera d'être à l'offensive ! Poursuivons la mobilisation d'ici au 27 janvier, journée de grève et de manifestation interprofessionnelle pour les salaires et l'emploi.

La FSU et ses syndicats participent à la réunion des fédérations de l'Éducation nationale aujourd'hui à 17 h.